



Une bonne école ? L'exemple finlandais

Sahlberg, P. (2007). Educational Policies for Raising Student Learning: The Finnish Approach. *Journal of Education Policy*, 22(2), 147-171.

Extraits de la note de lecture rédigée par le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire, Québec | <http://www.crires-oirs.ulaval.ca>

La Finlande, contrairement à la plupart des autres pays, n'a pas privilégié la mise en place des trois éléments caractérisant la majorité des réformes, c'est-à-dire l'élévation des standards, l'accent mis sur le développement des compétences en littératie et numératie et l'attribution, aux écoles, de récompenses (ex : allocation de ressources) ou de sanctions en fonction de leurs résultats aux évaluations. Elle a plutôt mis sur les éléments suivants :

- 1) Une éducation de base de qualité pour tous les élèves, peu importe leur niveau socioéconomique ou leurs habiletés et caractéristiques personnelles. Par exemple, une scolarité obligatoire pour tous pendant les 9 premières années, le financement public du système, une philosophie basée sur des principes d'équité. L'école est également un lieu qui, en plus de jouer son rôle d'instruction, prend soin de ses élèves (ex : repas chauds, soins de santé gratuit).
- 2) La qualification des enseignants. Les enseignants bénéficient du respect et de la confiance de la population et des parents. Leur profession est vue comme nécessitant une qualification de haut niveau (2e cycle des études supérieures). Une faible proportion (10 %) des personnes qui font une demande d'admission dans les programmes de formation en enseignement sont admises. Les enseignants sont donc très motivés et prêts à s'engager dans le développement de projets au sein de leurs écoles.
- 3) Le partage de la responsabilité. Jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, l'évaluation des élèves est sous la responsabilité des écoles et des enseignants. Cette décentralisation a pour conséquence le partage de la responsabilité ; les écoles doivent s'assurer que chaque élève puisse réussir, alors que les décideurs doivent s'assurer de fournir aux écoles les ressources nécessaires à l'atteinte de cet objectif. Elle permet une plus grande liberté à la fois dans la manière d'évaluer les élèves et dans la planification curriculaire.
- 4) Une culture basée sur la confiance. Le passage d'un système centralisé à un système décentralisé se doit d'être basé sur la confiance. La capacité des enseignants, des directions, des parents et de la communauté de décider de ce qui est le mieux pour l'éducation des élèves est reconnue. Les enseignants et les directions acceptent et apprécient cette responsabilité.
- 5) Un leadership durable. L'importance de l'éducation comme service public n'a jamais été remise en question en Finlande, peu importe les idéologies politiques des dirigeants. La Finlande ne s'est donc pas engagée dans des vagues successives de réformes imposées de l'extérieur mais a plutôt permis aux écoles et aux enseignants de développer l'enseignement en fonction de leurs besoins réels.

Les comparaisons internationales effectuées au cours des dernières années révèlent qu'en Finlande, le taux de participation à tous les niveaux de l'éducation a augmenté, notamment en ce qui concerne l'enseignement supérieur.

On observe également très peu de variations dans les performances des élèves d'une école à l'autre, révélant ainsi que le système d'éducation de la Finlande est l'un des plus équitables. La relation entre le statut socioéconomique de la famille et les performances des élèves est d'ailleurs très faible.

Tel que révélés par les grandes enquêtes internationales (TIMSS, PISA), les élèves finlandais performant mieux en mathématiques, lecture, sciences et résolution de problèmes, comparativement au élèves des autres pays de l'OCDE.